



l'édito

d' **A**lain  
**Bergounioux**

## L'enjeu national des élections régionales

Les Français ne se préoccupent pas encore des élections régionales. L'actualité est suffisamment anxiogène pour l'expliquer et les préoccupations personnelles dominant, souvent, les semaines de la rentrée. Cela veut dire que la campagne sera courte, mais dense. Il y aura peu de temps pour faire comprendre les enjeux. Dans une opinion inquiète, il ne faut pas sous-estimer, cependant, le souhait pour les Français de s'exprimer politiquement.

Les réactions au problème des réfugiés est, sur ce point, révélatrice. Elles montrent clairement les oppositions. Nous mettons en œuvre, nous socialistes, une politique qui répond pleinement aux impératifs de l'humanisme - c'est le cœur de la gauche républicaine - et qui prend en compte les intérêts profonds du pays, de manière responsable et efficace. Elle devrait rassembler la gauche, c'est-à-dire les électeurs qui la composent, à défaut des appareils qui, pour la plupart, ne veulent pas voir l'importance du moment politique que nous connaissons. L'extrême droite a choisi, sans surprise, l'intolérance et l'exclusion. Malheureusement, la droite - pour la grande majorité de ses dirigeants - voit, dans ce qui est une crise de grande ampleur, qui peut décider de l'avenir de l'Europe, l'occasion d'accuser les divisions et de mener une surenchère dans des propositions qui accentuent le désarroi dans l'opinion.

Cette situation particulière offre une leçon plus générale qui fait apparaître l'enjeu majeur de la période. Les politiques que nous menons, dans tous les domaines, ont pour ambition de moderniser la France sans la déchirer. Les défis tels qu'ils apparaissent dans ce début de siècle, demandent d'aider le pays à se projeter dans l'avenir, en conservant le plus de cohésion possible. C'est une politique faite d'équilibres qu'il faut revendiquer, fortement, comme telle et lire à l'aune des réalités du pays.

C'est cet esprit qui a animé la réforme territoriale mise en place par l'actuelle majorité, critiquée parce qu'elle ne vas pas assez ou trop loin, selon les intérêts qui s'expriment, mais, là aussi, qui entend, d'une part, rationaliser l'action publique, en favorisant l'attractivité et la compétitivité de grandes régions à la taille d'une économie moderne, et, d'autre part, assurer une meilleure solidarité dans les régions, renforcées dans leurs compétences pour le développement économique, dans les départements et dans les intercommunalités. Il faudra parler sur ce fond là face aux critiques de la droite et de l'extrême droite. Les bilans des conseils régionaux sortants - presque tous à gauche - doivent être explicités pour crédibiliser nos propositions pour l'avenir.

A partir de cette lettre, jusqu'à l'élection, nous analyserons les tactiques et les programmes de l'extrême droite et des droites, pour, par différence, faire apparaître ce que nous portons pour le pays.

# Le choix d'une solidarité organisée

La crise des réfugiés, qui domine l'actualité européenne, est révélatrice des clivages, des préjugés, des tendances lourdes à l'œuvre dans la société. Elle confirme d'emblée l'opposition irréductible entre ceux qui se réclament de l'égalité des droits et ceux qui préfèrent la référence identitaire avec toutes ses conséquences de repli et de rejet de l'autre, dès lors qu'il est différent, ou jugé comme tel.

**Pour l'exercice du droit d'asile.** Le gouvernement de la gauche, dans cette affaire, a pris ses responsabilités, en lien avec les grands pays européens et, au premier chef, les nations méditerranéennes, en première ligne sur le sujet. Cette question migratoire ne peut, en effet, être traitée uniquement à l'échelle nationale.

Le respect du droit d'asile correspond à un principe universel. Il s'agit, d'abord, de respecter des traités internationaux, sachant que la France est membre permanent, et à part entière, du Conseil de sécurité de l'ONU. Il lui appartient donc, à cette occasion, de tenir son rang, d'être fidèle à son histoire.

Il convient aussi d'obéir au sens même du message républicain, fondé sur les principes d'égalité et de fraternité. Les réflexes de repli ou d'abandon n'ont pas leur place dans une République consciente d'elle-même et ouverte sur le monde. Il faut, enfin, et le gouvernement l'a bien compris, faire preuve tout simplement d'humanité, susciter un élan de générosité vis-à-vis de ceux qui risquent leur vie pour ne pas la perdre. Le silence des grandes démocraties occidentales, depuis plusieurs mois, face aux drames et aux naufrages méditerranéens était sur le point de devenir une tâche indélébile.

Il était temps d'agir et de réagir. La France n'a pas manqué ce rendez-vous avec elle-même. L'indispensable mise en œuvre de cette politique d'accueil reste néanmoins délicate à plusieurs titres. Il faut, d'abord, des moyens, une organisation, des capacités d'hébergement, une volonté d'intégration dans des conditions dignes. Le coût reste limité. Pour autant, la liberté comme la solidarité ne s'improvisent pas, mais s'organisent. A défaut, il y a mal-donne. Il s'agit, aussi, de savoir expliquer correctement la démarche proposée qui rencontre, à l'évidence, l'approbation d'une partie importante de la population, d'associations et d'élus. Pour autant, la partie n'est pas complètement gagnée et l'effort de pédagogie

et de mobilisation reste à l'ordre du jour.

La ligne de force suivie par le gouvernement de la gauche est sans ambiguïté. Respecter la dignité humaine vis-à-vis d'hommes, de femmes et d'enfants persécutés, victimes de la barbarie et de la guerre. L'essentiel repose, désormais, dans le savoir-faire indispensable afin de

réussir concrètement cette politique juste, et conforme aux valeurs républicaines. Cela suppose ce qu'il est convenu d'appeler d'un vilain mot « la soutenabilité » concrète et organisationnelle sur tout le territoire et en s'appuyant sur toutes les forces vives du pays.

**L'extrême droite fidèle à elle-même.** Face à cet enjeu, l'extrême droite reste malheureusement fidèle à sa philosophie profonde et à son histoire. Celle de la stigmatisation, de la xénophobie, de l'exclusion, de la manipulation des peurs et des craintes, du repli identitaire. Toutes les composantes de l'extrême droite se

*L'extrême droite reste malheureusement fidèle à sa philosophie profonde et à son histoire. Celle de la stigmatisation, de la xénophobie, de l'exclusion, de la manipulation des peurs et des craintes, du repli identitaire.*

retrouvent sur ce créneau, au-delà des divergences personnelles et des règlements de comptes familiaux. Elles parient, comme d'habitude, sur le déclin et l'enfermement.

La droite de son côté, à l'instar de Xavier Bertrand, Eric Ciotti, Christian Estrosi, Nadine Morano et, à certains moments, Nicolas Sarkozy, saisit cette occasion pour extrémiser et radicaliser encore davantage son discours. En quelques semaines, et à l'exception de quelques personnalités, il a été question de « Cinquième colonne », de « fuite d'eau », de « lâcheté » pour qualifier le comportement de ceux qui prennent tous les risques pour éviter la mort.

### **Une conception dévoyée de la République.**

Les éléments de langage développés ont montré le vrai visage d'une grande partie de la droite dite abusivement « républicaine ». Tout y est passé, la défiance vis-à-vis du mouvement migratoire, la référence aux critères religieux pour exercer le droit d'asile, pourtant universel, la notion de réfugiés de guerre qui aboutirait à ajouter la précarité et une certaine forme de logique concentrationnaire aux malheurs des exilés. La droite a également tenté la confusion volontaire et délibérée entre immigration économique et demande d'asile pour, *in fine*, et en l'espace de moins de 48 heures, réclamer l'arrêt total de l'immigration économique pour mieux privilégier l'accueil des réfugiés. L'idée même d'un arrêt brutal et absolu de l'immigration économique n'a aucun sens. Nous vivons dans une économie ouverte. La France est la première destination touristique mondiale et son commerce extérieur représente plus de 22 % de son PIB.

*La droite, à l'instar de Xavier Bertrand, Eric Ciotti, Christian Estrosi, Nadine Morano et, à certains moments, Nicolas Sarkozy, saisit cette occasion pour extrémiser et radicaliser encore davantage son discours. En quelques semaines, et à l'exception de quelques personnalités, il a été question de « Cinquième colonne », de « fuite d'eau », de « lâcheté » pour qualifier le comportement de ceux qui prennent tous les risques pour éviter la mort.*

Notre pays a besoin d'étudiants étrangers, de chercheurs, d'artistes venus des quatre coins de la planète. Enfin, n'oublions jamais que nous disposons d'un peu plus d'un million d'expatriés vivant régulièrement et travaillant en dehors de nos frontières.

La droite a tenté également de développer l'argument du coût représenté, à terme, par l'accueil des réfugiés. Le nombre de demandeurs d'asile est étale depuis plusieurs années et la France reste essentiellement un pays de transit. Les 24 000 réfugiés que notre pays pourrait accueillir dans les deux ans, en fonction des propositions de la Commission de Bruxelles, sont à mettre en regard des 65 millions d'habitants qui peuplent notre pays. Les mesures annoncées par

le ministre de l'Intérieur pour accompagner les associations et les collectivités territoriales démontrent que le coût d'une telle politique serait environ 400 fois inférieur au montant représenté pour les finances publiques par la fraude et l'évasion fiscale que la droite ne dénonce jamais.

En fait, le débat apparaît dans toute sa clarté. Il y a, d'un côté, ceux qui considèrent que l'identité doit primer sur la citoyenneté et, de l'autre, ceux qui pensent que la

République renoncerait à ses principes, si elle faisait la sourde oreille aux malheurs du monde. L'indifférence n'est pas une politique, mais une démission. Il s'agit pour tout le pays d'être à la hauteur de ce rendez-vous avec l'histoire. En fait, cet événement met en scène deux conceptions de la Nation : l'une fondée sur l'identité et la peur de l'étranger ; l'autre, sur la citoyenneté, et donc sur l'idée d'une solidarité ouverte et universelle.

M.B.

# La Revue Socialiste

**Le numéro de ce mois-ci consacre un dossier spécial aux défis et problèmes auxquels se confronte la Conférence mondiale sur le climat, la COP 21, qui se réunira à Paris, fin novembre. À lire !**



MR.  MME.  MLLE.

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TÉLÉPHONE

E-MAIL

Ci-joint mon règlement de la somme de ..... euros par chèque à l'ordre de Solfé Communications – Revue socialiste

DATE :

SIGNATURE :



## Sylvain Crépon...

... docteur en sociologie et chercheur au laboratoire Sophiapol de l'université Paris-Ouest-Nanterre, est un spécialiste reconnu du Front national qu'il étudie depuis le milieu des années 1990. Auteur de plusieurs travaux de référence sur l'extrême-droite, ses recherches portent également sur les minorités religieuses, en France et en Europe. Son dernier livre : *Enquête au cœur du nouveau Front national*, Nouveau Monde Editions, 2012.

### « Marion Maréchal-Le Pen prend de plus en plus de poids au sein du FN »



*Quels enseignements tirez-vous de l'Université d'été du Front national qui s'est tenue le 6 septembre dernier, à Marseille ?*

Cette université d'été a été totalement parasitée par les problèmes que rencontre, aujourd'hui, le FN, avec Jean-Marie Le Pen : sa contre-conférence de presse, son message quelque peu brouillé qui appelle au rassemblement et à l'apaisement, d'un côté, et à la création d'un mouvement concurrent, de l'autre. À cela, sont venues s'ajouter les tensions autour du service d'ordre, dont les membres s'interdisaient de faire obstacle à l'entrée du patriarche, dans l'enceinte de ces universités d'été. Marine Le Pen, elle-même, n'a pas été claire sur ses intentions vis-à-vis de son père.

Tout ceci a quelque peu parasité la rentrée du FN, sur fond de remise en cause de son financement, et de sa volonté de se présenter comme un parti en ordre de bataille, apaisé et soucieux de prendre à bras-le-corps les problèmes du pays, par le biais d'une politique alternative. Au lieu de cela, il a été renvoyé à son passé extrémiste et ses vieux démons. Sans compter que Marine Le Pen s'est entourée de personnages sulfureux, tel Frédéric Chatillon, présent à ce rassemblement, et dont l'idéologie n'a rien à envier à celle de Jean-Marie Le Pen. C'est d'ailleurs lui qui a été mis en examen dans l'affaire du financement des comptes de campagne du FN, à travers son entreprise Riwal (1). Au bout du compte, rien ne s'est passé comme prévu.



*Deux lignes idéologiques s'affrontent, désormais, au sein de ce parti. L'éviction de Jean-Marie Le Pen consacre-t-elle la victoire de la ligne souverainiste, incarnée par Florian Philippot ?*

Rien n'est moins sûr. Ce qui est certain, c'est que le FN reste un parti d'extrême droite, dont le leader incarne à lui seul la ligne idéologique. Le meilleur moyen de peser sur le mouvement, c'est encore de mobiliser toute son attention. C'est le cas de Florian Philippot qui ne se prive pas d'investir des amis aux postes-clés, de recruter comme il l'entend et de définir la ligne à suivre.

Certes, l'électorat frontiste est majoritairement populaire, composé, pour l'essentiel, d'ouvriers, d'artisans et de commerçants. Contrairement aux idées reçues, il est issu, pour l'essentiel, de la droite de l'échiquier politique. Il s'agit là d'un point fondamental, d'autant que le Parti communiste a longtemps estimé que l'électorat ouvrier lui était naturellement acquis, avant que celui-ci ne cède aux

sirènes du FN. Or, ceci est faux. J'observe, d'ailleurs, qu'en 1974, 30 % des électeurs issus de cette catégorie de la population votaient déjà pour Valéry Giscard d'Estaing, lors de la présidentielle. Et ce sont eux qui, aujourd'hui, soutiennent le FN. La ligne souverainiste peut, éventuellement, les séduire, mais ce n'est pas nécessairement ce qu'ils attendent du parti. Il y a donc une erreur d'appréciation et de jugement, et je ne crois pas que le FN cherchera, à l'avenir, à s'adapter à cette donne.

D'autre part, Marion Maréchal-Le Pen prend de plus en plus de poids au sein du parti. Et pour cause. Elle est investie dans une grosse fédération, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, incarne une ligne droitière, en digne héritière de son grand-père, autour des fondamentaux du FN : nationalisme, europhobie, discours musclé sur l'immigration... Ce qui plait plus particuliè-

rement aux artisans et autres commerçants qui forment sa base électorale.

Si Florian Philippot conserve la main sur les cadres et les militants du mouvement, il la perd, en revanche en terme de sociologie électorale, au profit de Marion Maréchal-Le Pen qui répond, sans doute davantage, à une demande de droitisation.



*La tentative d'inclinaison souverainiste opérée par Florian Philippot augure-t-elle de futures alliances électorales entre la frange radicale de la droite et le FN, à l'occasion des régionales ?*

C'est une grande interrogation. Des alliances sont envisageables, mais elles resteront marginales.

Ne serait-ce que parce que l'appareil des Républicains n'est pas prêt. Il est en concurrence avec le FN, à commencer par Nicolas Sarkozy, dont les propos sur les réfugiés sont particulièrement éclairants. En courant après l'extrême droite, celui-ci prend le risque de le renforcer, électoralement. Mais, il est certain que, depuis son élection, en 2007, à la présidence de la République, un nombre de plus en plus élevé de ses partisans sont favorables à une alliance avec le FN. Dans les années 2000, les militants UMP étaient moins de 30 % à vouloir un rapprochement, contre plus de 50 % aujourd'hui. Si la droite de gouvernement poursuit sur cette voie, la situation ne sera plus tenable.

Sarkozy a parfaitement compris que son électorat s'était radicalisé. Il est donc dans une stratégie de rassemblement et d'élargissement de sa base. Avec des conséquences prévisibles dévastatrices, d'autant que certains élus Républicains se sentent, aujourd'hui, totalement en phase avec le FN. Mais, ils ont plus à perdre qu'à gagner, dans l'affaire. Et, pour peu que Marion Maréchal-Le Pen se trouve en position de l'emporter, en PACA, les plus marginalisés

*« Dans les années 2000, les militants UMP étaient moins de 30 % à vouloir un rapprochement, contre plus de 50 % aujourd'hui. Si la droite de gouvernement poursuit sur cette voie, la situation ne sera plus tenable. »*

n'hésiteront pas à réfléchir à des alliances possibles. Au point que le mouvement qui se dessinera alors peut devenir significatif, à terme.

### *Peut-on croire dans l'émergence possible d'un T-Party à la française ?*

Le problème s'est posé avec la Manif pour tous, un mouvement très conséquent qui a rassemblé une partie de la droite et de l'extrême droite. En dépit d'infléchissements réels, l'électorat catholique résiste toutefois aux thèses du FN. Sans doute moins que par le passé, mais des garde-fous moraux empêchent cette catégorie de citoyens de basculer vers les thèses du FN, au nom de valeurs universalistes. Le clergé est d'ailleurs sans équivoque. Il accueille ainsi les réfugiés, au nom de ces principes qui guident les pratiquants.

Même si beaucoup de catholiques étaient présents lors des manifestations contre le mariage pour tous, je ne les vois pas basculer d'aussitôt dans un grand mouvement qui intégrerait le FN. Si ce rassemblement a eu un réel retentissement sur l'opinion, le soufflet est vite retombé. Sans compter que sur la question des mœurs, les Français sont très libéraux. Je doute que

la droite revienne sur le sujet, en dépit de ses affirmations, même si des crispations subsistent sur les questions d'éthique ou de Procréation médicale assistée (PMA). Certaines franges électorales peuvent toujours se retrouver sur ces points, mais diverger sur d'autres, de manière importante. Et je ne parle pas des autres thèmes, telle que la sortie de l'euro sur laquelle l'électorat de droite se montre très réticent.

Pour peu que Marion Maréchal-Le Pen poursuive sa montée en puissance, en surfant sur la dynamique qui est la sienne, elle peut combler le vide qui la sépare encore de la droite souverainiste et conservatrice, à moyen ou long terme. Ce, d'autant plus que son image est bonne, à droite.

### *Marine Le Pen est-elle en capacité de puiser dans le vivier de voix qui*

?

### *semble lui manquer pour espérer l'emporter au second tour de l'élection présidentielle de 2017 ?*

Gaël Brustier a parfaitement démontré que le FN n'était pas encore un parti de deuxième tour. Ceci était perceptible, lors des élections départementales. Faute d'alliés électoraux, ce mouvement n'est pas en capacité, pour l'heure, de créer une dynamique lui permettant de dépasser le seuil de son électorat.

Une partie de celui-ci peut, cependant, voter à droite au second tour, comme ce fut le cas à l'occasion des élections municipales et départementales, pour faire barrage au candidat socialiste, au nom du principe du vote utile. À l'échelle nationale, c'est autre chose. Aujourd'hui, Les Républicains possèdent une marge et une réserve de voix que le FN n'a pas. Tant et si bien que ce dernier reste isolé.

*« Le fléau populiste révèle un réel désenchantement des catégories populaires. Il y a nécessité, pour les partis de gauche, de renouer le lien avec ces publics, en s'appuyant sur des personnes-relais en charge de leur réintégration. »*

*Les extrémismes et autres mouvements populistes ne font-ils pas leur miel de l'abstentionnisme ? Comment vaincre ce fléau ? N'est-il pas la traduction d'une crise démocratique ?*

Je ne suis pas sûr du tout que l'abstentionnisme face le jeu du FN. Le profil sociologique de ses militants est, de ce point de vue, révélateur : des personnes peu diplômées, en mal d'insertion professionnelle et faiblement politisées. Ce qui les rapproche très clairement des abstentionnistes. J'observe, surtout, que celles et ceux qui répondent à ce profil et qui s'identifient à la gauche ont tendance à se réfugier dans l'abstention. Cette attirance idéologique les préserve du vote frontiste. Ce qui signifie que le FN fait le plein des voix au sein des populations qui le soutiennent au premier tour.

Reste le fléau populiste qui révèle un réel désenchantement des catégories populaires. Il y a nécessité, pour les partis de gauche, de renouer le lien avec ces publics, en s'appuyant sur des personnes-relais en charge de leur réintégration. Elles ne se sentent plus en phase avec les autres franges de la population. Il y a donc un devoir impérieux, pour la gauche, de

se rapprocher de cette partie de l'électorat, aujourd'hui dispersé.

*Propos recueillis par  
Bruno Tranchant*

(1) Frédéric Chatillon a été mis en examen le 23 janvier dernier, à l'issue d'une garde à vue de quarante-huit heures, pour « faux et usage de faux », « escroquerie », « abus de biens sociaux » et « blanchiment d'abus de biens sociaux ».



## Spécial régionales...

En prévision des élections régionales (6-13 décembre), la rédaction de *Regards sur les droites* consacre une série de reportages aux territoires les plus exposés, politiquement, au danger frontiste et à la montée de la droite forte. Première destination, la région PACA, où Christian Estrosi et Marion Maréchal Le Pen rivalisent de formules "choc" et d'excès en tout genre pour espérer emporter la mise.

# PACA : la haine et la peur pour seuls exutoires !

En Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), canicule rime avec embrasement. Particulièrement à droite où le lancement de la campagne, cet été, s'est résumé, pour l'essentiel, à une surenchère idéologique et médiatique entre le très droitier Christian Estrosi et Marion Maréchal-Le Pen. Rarement, sans doute, la porosité entre droite extrême et extrême droite aura été si forte, entre le député-maire de Nice et son adversaire frontiste, qui rivalisent de formules à l'emporte-pièce, autour de leurs thèmes de prédilection. « *Nous ne voulons pas de la PACA black-blanc-beur, mais de la PACA bleu-blanc-rouge* », déclarait ainsi la nièce de la présidente du FN, début juillet, dans le Vaucluse, en lançant sa campagne. Avant de se livrer à une saillie sans nuance : « *Nous vivons le remplacement continu d'une population par une autre qui importe avec elle sa culture. Merah, Kouachi, Coulibaly, Sali sont les enfants du regroupement familial et du droit du sol. L'Etat islamiste est la grossesse non désirée des Occidentaux* ». Ambiance.

Tout est bon pour ravir à la gauche la présidence de l'exécutif. Et, comme souvent avec ces deux-là, c'est sur le terrain de l'islamisme, de la sécurité et de l'immigration que portent tout ou partie de leurs discours. Avec des nuances, toutefois. Récemment, le FN accusait ainsi Estrosi d'avoir subventionné l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), proche des Frères musulmans. Et lorsque Marion Maréchal-Le Pen se plaît à évoquer le spec-

tre de « *favelas* » de migrants sur la côte méditerranéenne, son opposant, qui se présente comme un « *gaulliste social* » (sic) et souffle le chaud et le froid pour mieux ménager son électorat, fustige un discours visant à agiter les peurs. Et, comme il n'entend pas s'en laisser compter, c'est sur le terrain sécuritaire que ce proche de Nicolas Sarkozy fonde ses arguties. Ce qui lui vaut, au détour d'une phrase, de promettre à qui veut l'entendre des portiques sur les quais de TER, avec des rames équipées de caméras et protégées par une « *police des transports* ».

**Vieilles soupes.** C'est qu'ici « *l'immigration n'est pas une chance, mais un fardeau* », comme s'est plu à le souligner Marine Le Pen, à l'occasion des universités d'été du FN, fidèle en cela au credo, aux idées et aux obsessions du parti d'extrême droite, et plus déterminée que jamais à les imposer. Ce, d'autant plus que l'afflux de réfugiés du Proche-Orient ou d'Afrique aux portes de l'Europe et de la Méditerranée pose des problèmes nouveaux. Et de dénoncer la « *submersion migratoire et la destruction avancée de l'identité nationale*. » À quoi, elle ajoute sa promesse de « *mettre l'islam à genoux* ». Hasard de calendrier ? C'est à Marseille que s'est tenue la grand-messe du FN. Bastion frontiste où Jean-Marie Le Pen est élu régional depuis 1992. Ces dernières semaines, ses fidèles soutiens ont fait feu de tout bois, à coup de communiqués, de démissions spectaculaires ou de candidatures dis-

sidentes, pour dénoncer une direction « *nord-corréenne* » et fustiger ces jeunes ambitieux accusés de dénaturer le parti. En fidèle héritière, Marion Maréchal-Le Pen y déploie la vieille artillerie. Et répète ses gammes comme un mantra. Immigration zéro, sortie de l'euro, préférence nationale, islamophobie... Rien n'est laissé au hasard. Histoire de fédérer autour de son nom la vieille garde marseillaise.

Les têtes changent, mais le crédo reste immuable. Et la soupe indigeste. La présentation, par la jeune candidate, de ses têtes de liste départementales, à la mi-juillet, n'a pourtant pas manqué de raviver les tensions internes, après l'éviction de Jean-Marie Le Pen du parti. Dans les Alpes-Maritimes, elle a choisi ainsi l'ex-UMP proche de Copé, Olivier Bettati, tandis que dans le Var et les Bouches-du-Rhône, les deux plus importantes fédérations du parti, son choix s'est porté sur le maire de Cogolin, Marc-Etienne Lansalde, et le sénateur, Stéphane Ravier.

De son côté, Jean-Louis Bouguereau, premier vice-président du groupe FN au conseil régional, réclame à cor et à cri la démission de Florian Philippot, en soutien au président d'honneur du Front. Mais, la plupart des proches du patriarce ont été mis sur la touche par la candidate en personne. Cerise sur le gâteau : le débauchage d'élus de droite se poursuit à marche forcée. À commencer par Olivier Bettati, ancien adjoint de Christian Estrosi, devenu, par un coup de baguette magique, la tête de liste dans les Alpes-Maritimes ! À sa manière, il incarne les rapprochements idéologiques entre une partie de la droite et de l'extrême droite dans la région, voire même au-delà. Les deux camps se disputent, il est vrai, un électorat commun. Ce, parce que la droite provençale ne s'est jamais reconnue dans le gaullisme et que les clivages sont apparus autour de la question coloniale, par le soutien à l'Algérie française, comme le constate le politologue Joël Gombin. Sans compter qu'en 1986, l'UDF Jean-Claude Gaudin dirigeait la région de concert avec le FN et que Jacques Peyrat, maire de Nice, de 1995 à 2008, était un lepéniste convaincu avant de rejoindre le RPR. Plus récemment, le député LR, Julien Aubert, candidat dans le

*En fidèle héritière, Marion Maréchal-Le Pen y déploie la vieille artillerie. Et répète ses gammes comme un mantra. Immigration zéro, sortie de l'euro, préférence nationale, islamophobie... Rien n'est laissé au hasard. Histoire de fédérer autour de son nom la vieille garde marseillaise.*

Vaucluse, concluait un accord avec une candidate frontiste pour assurer son élection face au PS, lors des législatives de 2012.

**À droite toute !** Racolage ? Rassemblement ? Difficile de faire la différence. La porosité bat son plein. Et la confusion est totale, en dépit des coups de menton du maire de Nice qui s'emploie, jour après jour, à discréditer le « *discours de haine* » de sa rivale frontiste (cf. interview jointe d'Elsa Di Méo). Le dessein commun est de battre la gauche, coûte que coûte ! Et qu'importe, au fond, les moyens. L'objectif est de séduire un électorat majoritairement conservateur. LR ou FN, tout est bon pour mettre à mal le PS et ses alliés. Mais, la concurrence fait rage et la route se fait de plus en plus étroite pour y parvenir...

Ce duel met mal à l'aise Estrosi, d'autant qu'en sarkozyste convaincu, il emprunte au même registre idéologique que son mentor, dans les pas de Patrick Buisson. Interrogé sur *France 3*, en avril dernier, sur l'attentat évité contre des églises à Villejuif (Val-de-Marne), n'a-t-il pas affirmé que la France devait faire face à des « *cinquièmes colonnes* » isla-

mistes et qu'une « *troisième guerre mondiale* » était déclarée à « *la civilisation judéo-chrétienne* » par « *l'islamo-fascisme* » ? Avant d'ajouter : « *La civilisation judéo-chrétienne, dont nous sommes les héritiers aujourd'hui, est menacée* ». Un discours d'une extrême gravité qui l'engage dans une course-poursuite effrénée avec son opposante FN. Et qui constitue un appel à s'engager dans une guerre de civilisation sans fondement ni issue, qui ne fait que conforter une logique de suspicion généralisée. Ces vieux poncifs circulent de l'extrême droite à la droite extrême, dont les dignitaires se plaisent à distinguer les « *Français de souche* » des « *Français de papier* ». Derrière les amalgames et les stigmatisations, qui n'ont pour objectifs que d'attiser les peurs et les inquiétudes, ce discours vise clairement à semer troubles et divisions dans l'opinion, en touchant aux fondements mêmes de la République. En jouant sur ce registre, Estrosi et ses amis de la Droite forte prennent sciemment le

risque de populariser les thèmes chers à l'extrême droite.

S'il s'efforce, depuis la rentrée, de ménager la chèvre et le chou, le candidat LR s'est bien gardé, par ailleurs, de réagir à l'invitation, par le diocèse de Toulon, de Marion Maréchal-Le Pen à son université d'été. Histoire de ne pas risquer de s'aliéner la part des catholiques traditionalistes. Peut-être fait-il le pari, au fond, qu'une partie de l'électorat frontiste, vindicatif et acquis à la cause de Jean-Marie Le Pen, ne votera pas pour la députée. Sans doute pense-t-

il, ainsi, glaner quelques précieuses voix supplémentaires, au risque de commettre les mêmes erreurs que son mentor, lors de l'élection présidentielle, en se mettant à dos une partie de la droite modérée qui pourrait bien s'abstenir et donner ainsi du grain à moudre à l'extrême droite qui capitalise toujours sur les confusions idéologiques de l'ex-UMP. Entre l'original et la copie, l'électorat a tôt fait de faire son choix...

Bruno Tranchant

## POINT DE VUE



### Elsa Di Méo

est Secrétaire nationale à l'Action et la promotion républicaine. Elle est également candidate aux élections régionales, dans le département du Var, où elle mène, de longue date, une lutte fratricide contre le FN.

## « Christian Estrosi s'emploie, jour après jour, à occuper tout le champ politique de la droite »

*À trois mois du premier tour des élections régionales, quelle est la situation politique à droite et à l'extrême droite, en PACA ?*

La situation est d'autant plus complexe que Christian Estrosi s'emploie, jour après jour, à occuper tout le champ politique de la droite. Il est capable, ainsi, de faire campagne sur des thèmes propres à l'extrême droite – immigration, sécurité, « Cinquième colonne »... - et de prendre part, dans la foulée, à des manifestations anti-FN, auprès d'élus centristes, en lutte contre des groupuscules antisémites. Début septembre, il a même déployé son bouclier anti-FN, en appelant à la constitution d'un

front républicain et en pointant du doigt Marion Maréchal-Le Pen. Ceci est inquiétant, et force est de constater que nous nous retrouvons parfois un peu dépourvus devant une telle situation. Ce, d'autant plus que la droite républicaine est totalement anesthésiée face à un candidat qui ne se prive pas de reprendre toutes les vieilles lunes frontistes pour occuper l'espace.

Du côté de l'extrême droite, le FN parvient peu à peu à ses fins, en fédérant, notamment, les anciens identitaires, avec lesquels il conclut des accords électoraux. Il n'y a rien de nouveau là-dedans. Philippe Vardon, ex-président du

GUD et ancien responsable national de la Ligue du Sud, figurera d'ailleurs en très bonne position, dans les Alpes-Maritimes.

*Au-delà des tensions qui se sont fait jour, depuis plusieurs semaines, entre Christian Estrosi et Marion Maréchal-Le Pen, n'y a-t-il pas consensus sur les principaux thèmes de campagne ?*

Ces deux-là feignent de trouver des points de divergence, alors que tout les rapproche. Tout va d'ailleurs très vite. Avant l'été, Christian Estrosi donnait des gages à la branche la plus radicale de son électorat, manifestant une réelle porosité avec le FN. Depuis la rentrée, il déploie une autre stratégie, en tentant de créer un clivage entre son parti, Les Républicains, et l'extrême droite. Cependant, ses propos sur l'immigration, la sécurité ou la Cinquième colonne ne doivent tromper personne. Sur ces thèmes, comme sur d'autres, il n'y a aucune différence de fond avec le FN. La vérité, c'est qu'il se plait à travestir son discours, en tentant de se positionner au centre de l'échiquier politique régional.

*Ce discours est détestable, mais électoralement redoutable. Quelles réponses le Parti socialiste peut-il lui opposer ?*

La meilleure réponse, c'est celle qu'a apportée Jean-Christophe Cambadélis. Il s'agit de travailler sur les valeurs, en réaffirmant nos idées et celles que la majorité régionale porte depuis plusieurs mandatures. Le 14 septembre, Michel Vauzelle a convoqué, ainsi, une assemblée plénière extraordinaire sur la question de l'aide à apporter aux réfugiés, en décidant des mesures que la Région pouvait rapidement mettre en œuvre.

Nous ne pouvons être indifférents au drame qui se déroule depuis des mois en Méditerranée. La gauche est seule à mener le combat et à prendre ses responsabilités. Notre dynamique est donc clairement du côté des valeurs et du « vivre-ensemble ». Nous refusons l'idée d'une société fragmentée où les quartiers populaires et certaines catégories de français n'existent pas. Dans ce contexte, l'idée d'un front républicain n'est pas à exclure. La question mérite d'être posée, en lien avec les militants. Le premier des combats est, cependant, de ne pas avoir à se retrouver dans cette situation.

Propos recueillis par B.T.

## Témoignage



### **L**ucien Stanzione

Le point de vue de Lucien Stanzione, candidat aux élections régionales dans le Vaucluse, président de l'UDSR et ancien maire d'Althen-des-Paluds.

## « Dans le Vaucluse, la porosité entre la droite et le FN bat son plein ! »

### *Quelle lecture faites-vous de la situation politique, dans le Vaucluse ?*

Je me trouve dans la circonscription de Carpentras, là, précisément où Marion Maréchal-Le Pen a été élue, à l'occasion des dernières élections législatives. Nous avons perdu le conseil départemental, en mars dernier, dans un mouchoir de poche, au bénéfice de l'âge. Depuis, la droite refuse de clarifier sa position vis-à-vis du Front national, alors que nous avons proposé une alliance de principe sur les dossiers structurants. Ses élus ont préféré conserver leur marge de manœuvre, en se ménageant la possibilité de négocier avec le FN, le cas échéant. Tant et si bien qu'ils assument seuls une majorité très fragile, en prenant des positions très droitières, dans les pas de Thierry Mariani, qui a longtemps sévi sur cette portion de territoire.

### *Voilà plusieurs années que ce département est en grande difficulté...*

Oui, et nos adversaires prospèrent sur la crise, au même titre que leurs amis des Alpes-Maritimes et du Var, dont les positions, sur de nombreux dossiers, sont très proches de celles de l'extrême droite, compte tenu de la proximité avec le FN. Dans le Vaucluse, la porosité entre

la droite et le FN bat son plein !

Lors des dernières municipales, la commune du Pontet (17 000 hab.) est passée dans l'escarcelle du parti de Marine Le Pen. Un coup dur pour la gauche et les républicains. Tant et si bien qu'on peut légitimement parler d'ancrage de ce parti dans la vie politique locale.

### *Quelles stratégies déployez-vous, localement, pour combattre la droite et l'extrême droite ?*

Nous devons faire face à deux gros calibres : d'un côté, Christian Estrosi, ami personnel de Nicolas Sarkozy, qui bénéficie d'une audience nationale ; de l'autre, Marion Maréchal-Le Pen, dont les médias reprennent tout ou partie des propos. Elle est la fille spirituelle du père-fondateur du Front national, et s'inscrit clairement dans une ligne radicale.

L'état du rapport de forces permet au FN de ne pas se montrer trop complaisant vis-à-vis de la droite. Face à ce bloc, nous nous efforçons de nous rassembler et de défendre coûte que coûte le bilan de Michel Vauzelle et de l'équipe sortante. À titre d'exemple, nous avons obtenu la réouverture d'une ligne de chemin de fer entre Avignon et Carpentras, pour un montant de 120 millions d'euros. Il s'agit là d'une réali-

sation régionale, au même titre que la remise à neuf de tous les lycées.

Il nous appartient donc de nous adresser aux usagers, en nom propre, et de nous livrer à un militantisme de terrain. On ne peut convaincre les gens qu'en leur expliquant ce qui a été fait au cours des deux derniers mandats. Les

jeunes qui prennent le train, en PACA, ne s'acquittent guère ainsi que d'un euro. De même que les lycéens bénéficient de manuels gratuits. Pour les familles modestes, c'est important. Disons-le haut et fort !

Propos recueillis par B.T.

## Les vraies-fausses promesses d'Estrosi...

• **Culture** : Estrosi souhaite en faire un argument fort de sa campagne, en lien avec l'ancien ministre et ex-président du château de Versailles, Jean-Jacques Aillagon. Mais, il ne s'engage pas à maintenir les budgets, lorsque d'importants efforts ont été déployés, en la matière par l'équipe sortante, à travers les contrats de développements, le soutien aux intermittents du spectacle et à la création artistique, ou bien encore au spectacle vivant.

• **Développement économique** : Le candidat LR propose d'aider les entreprises régionales à se développer, en France et à l'étranger. Pas très original, d'autant que l'exécutif piloté par Michel Vauzelle peut se prévaloir d'un bon bilan, en la matière. Outre l'opération « *Made in Marseille* », lancée l'an dernier, les contrats de plan, l'aide aux entreprises, les efforts consentis en direction des riziculteurs en difficulté ou aux salariés de *Nice-Matin* témoignent d'une politique volontariste.

• **Ecologie, développement durable** : sur ces thèmes, Estrosi reste flou, se contentant, ici encore, de quelques généralités sans grand intérêt sur la protection de l'environnement et de la forêt méditerranéenne. Rien, donc, sur un sujet pourtant essentiel qui alimente les débats, à quelques semaines du grand rassemblement de la COP21.

Autant dire que l'équipe sortante n'a pas chômé sur le sujet, via le contrat de plan Etat-Région, l'adoption, par la Commission européenne, du Programme opérationnel interrégional du Massif des Alpes (POIA-FEDER) pour la période 2014-2020, en lien avec le conseil régional, ou bien encore la création du Parc naturel régional des Baronnies provençales, sur les territoires des régions Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le défi reste immense. Christophe Castaner l'a parfaitement saisi.

• **Education, jeunesse** : Christian Estrosi propose la prise en charge d'une partie de la mutuelle étudiante par la Région, sans la moindre précision concernant la mise en œuvre de cette disposition, au demeurant très couteuse. Sur ce point, il entretient donc le flou. Il promet également des prêts à taux zéro aux étudiants pour leur permettre de financer leurs études ou d'acheter leur premier bien immobilier. Aujourd'hui, la moitié du budget de la Région est consacrée aux jeunes : gratuité des manuels scolaires, carte de transport ZOU, investissement massif pour les lycées d'environ 300 millions € annuels... Depuis 1998, plus de 30 lycées ont été construits ou refaits à neuf. Faut-il rappeler, par ailleurs, que 50 000 postes avaient été supprimés, lorsque Christian Estrosi occupait le poste de vice-président du

Conseil régional ? Et que, sous l'ère Gaudin, la droite a construit des lycées... sans équipements ! Michel Vauzelle a beaucoup œuvré pour la rénovation. En témoigne les travaux entrepris à Manosque, Digne ou Sisteron. Pour les seules Alpes de Haute-Provence, 180 millions ont été engagés, rappelait, récemment, Christophe Castaner. En 2015, dans le cadre du plan pluriannuel, neuf établissements bénéficieront d'un investissement lourd.

• **Emploi** : Estrosi l'a annoncé haut et fort, c'est sa priorité ! Il entend ainsi travailler sur toutes les actions à engager pour aider les entreprises à embaucher, soutenir les politiques d'insertion, de réorientation, les formations à l'intention des adultes en recherche de travail... Ce que n'ont cessé de faire Michel Vauzelle et son équipe, tout au long de la mandature. Avec, à la clé, les contrats de plan État-Région 2015-2020, mettant en scène des collectivités territoriales, les partenaires sociaux, de grandes entreprises et le tissu associatif, la convention Etat-Région du programme d'investissements d'avenir pour l'Université régionale des métiers (URM). L'URM est un véritable pôle d'excellence pour la formation de la jeunesse, en PACA. Il s'agit du plus grand projet de France, en matière de valorisation et de développement de l'apprentissage.

• **Santé** : Estrosi entend favoriser toutes les mesures en faveur du maintien à domicile et de l'hébergement en structures d'accueil. Rien d'original là non plus, d'autant que la Région, sous l'égide de Michel Vauzelle, a déployé d'importants efforts, dans ce domaine. À commen-

cer par le « Pass Santé + Prévention-Contraception » qui permet l'égalité d'accès à la santé et à la contraception. Désormais, les jeunes de moins de 26 ans peuvent obtenir un chéquier qui leur offre l'accès gratuit et confidentiel à des moyens de contraception et à des actions de prévention, auprès de professionnels de santé.

Ajoutons que la Région a favorisé la création de Maisons de santé pluri-professionnelles, en lien avec l'Agence régionale de santé (ARS), afin d'améliorer l'accès aux soins, de moderniser les pratiques et de renforcer la qualité et la sécurité des soins. Une priorité nationale, impulsée par le Président de la République et son Premier ministre.

• **Transports** : l'accès à tous les transports pour 1 € : le député-maire de Nice promet de rembourser les abonnements annuels des jeunes de 16 à 26 ans et de supprimer la carte ZOU qu'il juge inefficace et restrictive. Après s'être acquitté de son abonnement annuel, le jeune pourra demander au Conseil régional qu'il le lui rembourse. Cette proposition figure au rang des priorités de Christophe Castaner, candidat socialiste à la succession de Michel Vauzelle. Nouvelles rames de TER, amélioration de l'offre existante, en lien avec le président de RFF, réouverture de lignes ferroviaires, amélioration des transports scolaires, généralisation de l'offre à 1 € pour les jeunes usagers du train... La Région n'a pas attendu les (maigres) propositions de Christian Estrosi pour agir efficacement dans un domaine jugé prioritaire.

B.T.